

ESSERTINES-SUR-YVERDON

# Fernand Cuche a assuré le prêche laïc du dimanche du Jeûne fédéral

Depuis plusieurs années, la paroisse du Sauteruz a l'habitude d'inviter un orateur laïc à l'occasion du culte du Jeûne fédéral pour prononcer une allocution en remplacement du sermon. Dimanche 20 septembre dernier, c'est Fernand Cuche, personnalité très connue du monde paysan et politique, qui s'est exprimé dans la paroisse du Sauteruz.

Assistant social et agriculteur, il a été secrétaire général de l'Union des producteurs suisses (devenu depuis lors Uniterre) de 1984 à 2001. En 1999, il a été élu au Conseil national sous les couleurs du Parti écologiste puis réélu en 2003. En 2005, il a été élu au Conseil d'Etat neuchâtelois où il a été en charge du Département de la gestion du territoire. Retiré de la politique, il se consacre depuis lors à l'exploitation d'un domaine agricole situé à 1000 mètres d'altitude selon les principes et engagements de la marque Bourgeon en respectant, comme plus de 6000 entreprises agricoles et horticoles suisses, le cahier des charges de Bio Suisse, soit principalement la biodiversité, le bien-être des animaux, la protection des ressources et le goût sans arômes ni colorants.

L'orateur a rappelé la situation actuelle de la production agricole sur le plan mondial. Cette situation est bien connue, avec ses forces et ses nombreuses faiblesses. Si les produits chimiques, engrais et pesticides modernes, ont libéré la plus grande partie de l'humanité des angoisses et des souffrances de la faim et des calamités qui accompagnent les famines, certaines fort récentes, et lui permettent de s'alimenter et de se suralimenter à bas prix, ils ont aussi appauvri rapidement le lien qui relie ou qui reliait les êtres humains à la terre. Dans les pays industrialisés, les sommes que nous dépensons pour une alimentation de bonne qualité et très diversifiée n'ont jamais été aussi basses par rapport à notre revenu. Il fut un temps pas si lointain où certaines familles n'avaient tout simplement pas les moyens de se nourrir de manière suffisante et correcte.

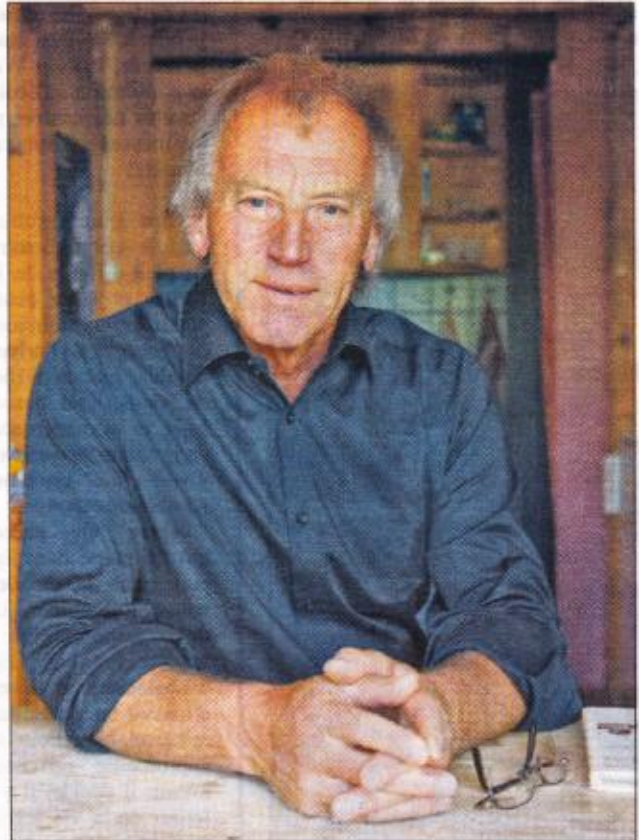
Pourvu que l'assiette soit bien pleine, plus personne ne sait réellement comment et par qui nos aliments sont produits ni dans quelles conditions. Par effet inverse, les facilités de la production des produits alimentaires sont devenues des sources de souci pour les agriculteurs qui ne savent plus comment livrer leurs récoltes ni comment elles seront payées.

Un bref survol de la situation mondiale a permis de rappeler que les grandes monocultures, notamment celle des céréales destinées à engraisser le bétail dont les meilleurs morceaux finiront dans l'assiette des pays riches, sont mauvaises pour l'environnement, dévastant les forêts, appauvrissant les sols, chassant les petits paysans souvent dépourvus de titres de propriété des terres qu'ils exploitent depuis la nuit des temps. L'exploitation d'énormes mines de charbon, d'uranium ou d'or, l'extraction du pétrole ou de gaz de schiste ne seront pas sans conséquence sur l'avenir de notre planète.

Extraire de l'or au prix d'efforts considérables et au moyen de grandes quantités de mercure pour en entasser des lingots en quantités énormes dans les caves blindées de banques d'où ils n'en ressortiront peut-être jamais est un des grands paradoxes de nos sociétés.

Le lien avec Dieu ou les dieux, selon les convictions de chacun, passe ou passait par le respect des lois et des commandements divins, dont le non-respect était considéré comme un péché, plus ou moins grave. Cette notion connue depuis le début de l'Histoire tend à disparaître dans nos sociétés modernes.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, en écrivant le *Contrat social*, Jean-Jacques Rousseau a tenté d'établir qu'une organisation sociale «juste» reposait sur un pacte garantissant l'égalité et la liberté entre tous les citoyens. Ce pacte devait être contracté par l'ensemble des citoyens qui devaient, en contrepartie d'une certaine protection, renoncer à une partie de leur liberté naturelle pour gagner une liberté civile. Le non-respect de ce contrat et des lois qui en découlent est considéré actuellement comme un délit, punissable lui aussi dans certaines circonstances. On doit bien constater que le civisme nécessaire pour le respect de ce contrat fait assez souvent défaut.



Fernand Cuche s'est exprimé dimanche dernier à Essertines.

Et maintenant, comment qualifier le lien qui nous unit à la nature, nature encore parfois très redoutable et dangereuse qui sait reprendre ses droits brutalement quand l'envie lui en prend? La pollution, les atteintes à l'environnement, les modifications irréversibles de la nature, l'élimination définitive d'espèces animales et végétales sont-elles des péchés ou des délits qui ne seront jamais punis? Quel mot trouver pour qualifier ces agissements pervers et néfastes à long terme? Cela doit être défini.

## Comment pourrions-nous faire?

C'est d'abord aux Etats de mettre en place des lois contrôlant et régulant les marchés, principalement ceux des produits alimentaires, pour le bien de la société. La tâche des consommateurs n'est pas moindre: acheter avec discernement, ne pas manger n'importe quel produit simplement parce qu'il plaît au goût et qu'il est d'un faible coût, préférer les produits locaux aux produits importés (nos vins et nos fromages notamment supportent très bien la comparaison avec les meilleurs produits étrangers pour un faible surcoût), contrôler que la viande a été produite dans des conditions de respect des animaux, se nourrir selon nos besoins et pas seulement selon nos envies, contrôler la composition des aliments, etc... Les moyens à notre portée ne manquent pas, même si l'agriculture suisse ne couvre que le 50% des besoins alimentaires de la population.

La responsabilité des producteurs est importante aussi: augmentation de la qualité en diminuant les rendements notamment. Mais comment faire dans un monde où l'agriculture ne peut pas vivre sans subsides? Cela est et sera très difficile en une période instable politiquement et économiquement sous la pression de l'énorme puissance des marchés qui sont plus forts que les Etats et qui cherchent à se substituer à eux et sous la pression aussi de millions de consommateurs qui pensent tous avec Voltaire que pour atteindre le bonheur «... c'est le superflu qui est nécessaire».

Jean-Marc Laurent, d'après l'allocution de Fernand Cuche